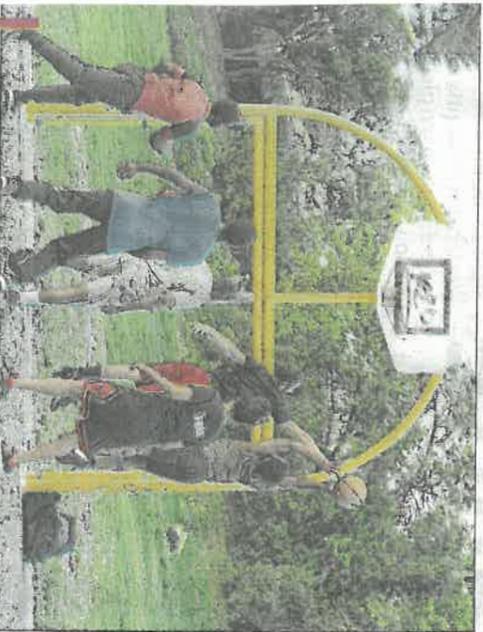


ONSEIL MUNICIPAL

Dix terrains de basket
"3 vs 3" bientôt rénovés

Les conseillers vont voter la réhabilitation ou la construction de dix terrains extérieurs de basket à travers la ville. /PHOTO F.P.

Le conseil municipal de vendredi sera sportif. Outre les décrets qui ne manqueront pas animer la séance notamment inscrite au vote du budget limitif 2023 (*lire notre édition hier*), d'autres sujets retiennent l'attention des 101 élus. L'assemblée Bargemon. Cette délibération consacrée à la réhabilitation ou à la construction de dix terrains de basket "3 vs 3" "*répartis sur l'ensemble de la ville*", souligne l'adn PS aux sports, Sébastien Jijel.

"Après s'être attaqués aux idées et aux gymnases notamment grâce au soutien de la gérance nationale du sport, nous nous penchons sur la pratique du sport urbain. C'est indispensable !", martèle l'élu. Cette fois, "*nous nous sommes aussi tournés vers le privé pour le financement*". En effet, la Caisse d'épargne finance 10 % de ces rénovations et créations estimées à 240 000 €, lorsque la Ville y contribue à 20 % et l'ANAS, à 70 %. Aussi, prévient Sébastien Jibrayel, "*la gestion de ces terrains de basket restera exclusivement municipale, aucun créneau ne sera accordé au privé*".

Les travaux de réhabilitation démarrent du côté de l'Estaque à la fin du mois. Suivront "*au cours de l'année*", ceux des 9 autres terrains identifiés. **A.M.**

"POUR UN MEILLEUR ACCÈS À LA MER"

Le constat a été livré par l'adjoint EELV en charge de la mer, Hervé Menchon, hier, lors de la conférence de presse de présentation du conseil municipal de vendredi : "*Marseille est très déséquilibrée en termes d'offre balnéaire, le sud concentrant l'essentiel des activités*". L'élu présentera ainsi en séance "*l'opération d'amélioration de l'accessibilité publique à la mer*". Objectif, "*multiplier les accès en analysant tout le littoral, du Fortin de Corbières jusqu'à l'extrémité du littoral sud*". Une opération qui s'articulera autour de deux phases : "*La première se déroulera avant le JO avec de petits aménagements de type échelles, pontons et plongeoirs; la seconde, qui nécessitera des aménagements plus lourds se fera à l'horizon 2025*", indique Hervé Menchon.

La Provence

recrute des
PORTEURS DE PRESSE (H/F)
POUR LIVRER LE JOURNAL
LA PROVENCE CHEZ SES ABONNÉS

Travail matinal de 6h30 à 7h30 du matin demandant ponctualité et rigueur. Idéal complètement de salaire pour retraité, indépendant, salarié. Téléphone et véhicule indispensables.

Secteur Marseille et région Aixoise.

REJOIGNEZ-NOUS ET DEVENEZ
DISTRIBUTEUR DE PRESSE EN BÔTE AUX LETTRES

Richard Martin au premier
jour de sa grève de la faim

Le directeur du Toursky est en lutte contre son remplacement

A lors que la France entière manifeste contre le projet de loi du gouvernement qui prévoit de reculer l'âge de la retraite, Richard Martin termine de son côté le premier jour de sa grève de la faim pour pépétuer son travail à la tête du Théâtre Toursky. "*Picasso a bien peint jusqu'à 90 balais, justifie-t-il. Les mêmes gens qui se battent pour la retraite à 60 ans - ils ont d'ailleurs raison de le faire, - respectent par ailleurs son travail d'artiste*".

Artiste, Richard Martin l'est dans le geste comme dans la lutte. Sentimental, affectif et fort de références culturelles, son phrasé s'emporte volontiers dès lors qu'il s'agit de mettre en perspective son combat. Un nouveau bras de fer contre les institutions, qui bien

"À mon âge, vous croyez que je me bats pour un fauteuil ?"



Richard Martin dans son traditionnel "lit de lutte" qui trône dans le hall du Toursky. /PHOTO VALÉRIE VIEL

qu'il l'ait déjà mené à trois reprises, demeure éprouvant au regard de son âge avancé. "*Je ne suis pas très à l'aise par la situation, mais je suis porté par une idée qui me dépasse. Je suis fort de tous mes soutiens et de tous mes amis*". Forthlé dans "*son*" théâtre, véritable rayon de soleil artistique en plein cœur du quartier le plus pauvre d'Europe, l'homme n'est en effet jamais seul. "*Richard est vraiment fatigué*", nous prévient un proche avant de le rencontrer. "*J'ai une pêche di'enfer*", assure pourtant le principal intéressé.

"La culture, c'est sauvagerie !"

Pour ce nouveau combat, le directeur-artiste a installé dans le hall d'entrée son traditionnel

LEGRÉ-MANTE

L'établissement des permis de construire ne dissipe pas toutes les inquiétudes

L'intérêt des habitants pour le projet dépasse celui pour l'Olympique de Marseille. Mettant de côté le huitième de finale de coupe de France, une foule de riverains de La Madrague-Montredon (8^e) s'est en effet massée dans la petite salle de la Maison du peuple, pour assister à la première réunion publique depuis le 28 janvier et l'établissement des permis de construire permettant la dépollution et la réhabilitation de la friche industrielle Legré-Mante. Si les contours du projet mené par Ginkgo (propriétaire du terrain) et Constructa étaient déjà connus, avec la création d'une résidence de 144 logements mais aussi d'une maison de retraite et d'un centre de tourisme, il restait à lever les réserves du commissaire enquêteurs issues de l'enquête publique.

La première d'entre elles concerne la dépollution du site

"*lit de lutte*" rouge et noir. Le même qui trônait durant ses précédentes grèves de la faim en 2019 et en 2009. Une fois encore, un ouvrage trône dans un coin des draps. C'était jadis *L'épopée de la révolte*, c'est aujourd'hui un livre de Léo Ferré. Une fois encore, le verbe est haut contre ses détracteurs. "*Jean-Marc Coppola était comme mon frère*", regrette-t-il d'être "*dans un théâtre sans titre avec un loyer dérisoire*". Un "*raisonnement d'agent immobilier*", répond Richard Martin. "*Ce n'est pas parce qu'on a conduit un train qu'on peut se mêler de la culture (...)* La culture c'est sauvagerie ! C'est pas manipulé par des gens qui sont engouffrés dans des machines à

lit de lutte" qui trône dans le hall du Toursky. /PHOTO VALÉRIE VIEL

pouvoir. Je suis allé voir ce qu'il y avait là-dedans et c'est une farce". D'ailleurs, il insiste : s'il se mobilise aujourd'hui, ce n'est pas pour des intérêts personnels. "*Je me bats pour des idées. C'est pour ça qu'ils ne comprennent pas. Vous croyez qu'à mon âge je me bats pour un fauteuil ?*". Pourtant, c'est bien son fauteuil de directeur qui est au cœur du conflit. Histoire d'envisager une sortie dans la douceur, Jean-Marc Coppola, adjoint à la Culture (PCF), lui a proposé "*une convention d'occupation temporaire d'un an*". Après quoi Richard Martin serait libre de "*candidate* dans le cadre d'une manifestation à projeter". Pas de quoi rassurer l'homme en lutte qui rétorque illico : "*Je ne veux même pas ré-*

pondre à ça. On voit que c'est légalement. Il y a un copain à mettre. Point barre. C'est tout. Inutile de polémiquer". Homme de culture pugnace et bien entouré, Richard Martin semble déterminé à mener son combat jusqu'à la victoire. Problème : face à lui se dressent des autorités de tutelle tout aussi déterminées.

Cette quatrième bataille se révèle donc bien délicate au regard d'un contexte qui a changé, et qui ne semble pas vraiment favorable au vieil homme. Lequel se définit lui-même comme "*issu d'un autre monde*", avec une conception de la culture peut-être lointaine, mais qui est loin d'avoir dit son dernier mot. **CYRIL CASTELLITI**



Une réunion s'est tenue hier, en présence du maire de secteur et de l'adjointe en mairie centrale en charge de l'urbanisme. /P.K.

tion, et dès 50 km/h de vent pour la réhabilitation. Une grande partie de tâches doivent également se dérouler sous tente pour empêcher la propagation de poussières polluantes. "*Des mesures ont été*

tés". Pas de quoi calmer l'assistanance qui réclame "*des actes rapides*". "*On ne va pas mettre une barrière à l'entrée du quartier*", tente de raisonner le maire (PM) des 6-8, Pierre Benarchoche.

Des points de concorde existent cependant dans ce dossier, avec la suppression du bâtiment G et de ses 16 logements, conformément aux réserves du commissaire enquêteur. La mise en place d'un comité de vigilance, durant toute la réhabilitation, est également un élément susceptible d'apaiser certaines réticences. Il entrera en fonction le 15 mars prochain, sera formé d'une cinquantaine de membres (élus, services de l'état, responsables associatifs, riverains...) et doit avoir un rôle de "*prévention*", selon l'édile du secteur qui le présidera. Une chose est sûre, le projet Legré-Mante est lancé et le début des travaux est prévu dès 2024